

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 17/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAZEL ENERGIE GENERATION

Centrale de Provence
BP 26
13590 Meyreuil

Références :D-2024-1297 SPR/1060/2024
Code AIOT : 0006402175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement GAZEL ENERGIE GENERATION implanté Terril de Bramefan 13710 Fuveau. L'inspection a été annoncée le 19/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du PPC pour l'année 2024. Il s'agit d'un site contrôlé annuellement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZEL ENERGIE GENERATION
- Terril de Bramefan 13710 Fuveau
- Code AIOT : 0006402175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 pour une durée d'exploitation de

30 ans. Un suivi post-exploitation est également prévu dans l'autorisation délivrée.

L'installation est destinée à accueillir les cendres de l'activité de la centrale de Provence qui n'ont pas fait l'objet d'une valorisation par le prestataire SURCHISTE. Les matériaux inertes sont utilisés pour assurer la couverture intermédiaire des différentes phases de l'activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Piézomètre / Surveillance	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 10.2.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	capacité de traitement	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.1	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.7.1	Sans objet
3	Exploitation du casier	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.1	Sans objet
4	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25	Sans objet
6	procédure lors de la livraison des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.3.2	Sans objet
7	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34	Sans objet
8	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est rappelé la nécessité, lors d'un changement de phase de remplissage, d'informer le préfet de la fin de phase afin de présenter les mesures prévues pour la couverture intermédiaire et si nécessaire de la couverture finale par le dépôt d'un dossier précisant notamment la nature et les épaisseurs des matériaux.

Concernant le suivi des piézomètres de la surveillance des eaux souterraines, une mise à jour du plan de surveillance est également nécessaire par le dépôt d'un dossier traitant notamment de la situation du forage F3, désormais inaccessible et donc qui n'est plus prélevé.

Enfin l'exploitant doit se mettre en conformité avec la déclaration dématérialisée de son registre des déchets entrants et des terres entrantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : capacité de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, volume stockage
Prescription contrôlée : La capacité totale de stockage est limitée en volume à environ 900 000 m ³ , soit 900 000 tonnes de cendres humides (ou 720 000 tonnes de cendres sèches). La quantité annuelle maximale de déchets non dangereux (hors matériaux d'exploitation) pouvant être admise dans l'installation est de : <ul style="list-style-type: none">- 70 000 t pendant les 3 premières années d'exploitation,- 50 000 t pendant les 27 années suivantes d'exploitation.
Constats : L'exploitant a présenté le bilan des quantités admises pour l'année 2023 et pour l'année 2024 en cours. Le bilan 2023 dresse une situation d'apports de 15 967,08 tonnes de cendres et pour l'année 2024, la quantité est de 10 888,62 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation et relevés topographiques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage datant de moins d'un an qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées ; il fait apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'emprise générale du site et de ses aménagements ;- la zone à exploiter ;- les niveaux topographiques des terrains ;- l'évaluation du tassement des déchets ainsi que les capacités restantes du centre de stockage ;- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation ;- la zone d'exploitation (et la superficie correspondante) ;- le schéma de collecte des eaux, des bassins de rétention des eaux pluviales ;- le schéma de collecte des lixiviats ;- les zones réaménagées ;- un état des garanties financières en vigueur.
Constats : L'exploitant a présenté le plan d'exploitation de la phase 1 de l'activité de stockage. Ce plan date du 16 janvier 2024. La phase 1 est en cours d'achèvement. Des travaux préparatoires devraient être engagés pour le passage à la phase 2 du remplissage (alvéole située à l'Ouest de la phase 1) une fois que la décision de redémarrage de l'activité sera validée. La phase 3 devrait par la suite venir remplir le stockage au-dessus de la phase 1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Avancement
Prescription contrôlée :

La mise en stock des cendres sera également réalisée par phases. Le démarrage du stockage débutera à l'Est, en aval hydraulique du fond de forme, et progressera en allant vers l'amont et vers l'Ouest
Constats : L'exploitant indique qu'il a procédé au remplissage de la phase par un remplissage de l'aval hydraulique (à l'Est) vers l'amont (à l'Ouest). Actuellement, le remplissage est à la côte 273 mNGF environ sur l'ensemble de la surface de cette phase quasiment achevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation des quantités disponibles
Prescription contrôlée : A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.
Constats : Le relevé topographique a été mis à jour dans le plan réalisé en janvier 2024. Les quantités d'accueil disponibles restantes sont suivies et en lien avec le phasage de remplissage des cendres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
Thème(s) : Risques chroniques,
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets : <ul style="list-style-type: none"> - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre: <ul style="list-style-type: none"> • informatisé, pour l'admission des déchets relatifs à l'activité du site, à savoir l'accueil des cendres en provenance de l'usine et l'accueil des inertes nécessaires aux opérations de compartimentage, • papier, pour l'enregistrement des personnes entrantes sur le site, • papier, pour l'enregistrement des refus d'admission La dernière arrivée de camion en lien avec l'activité est intervenue le 12 août 2024.
Post Inspection, dans le cadre du présent rapport, l'inspection demande à l'exploitant que le registre soit téléversé sur la base de données électronique centralisée dite RNDTS en application

du R 541-43 II du code de l'environnement. L'exploitant doit renseigner sur cette base un registre pour l'admission des cendres et un pour l'admission des terres valorisées en recouvrement.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : procédure lors de la livraison des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure Prescription contrôlée : Toute livraison de déchets fait l'objet : <ul style="list-style-type: none"> - d'une pesée ; - d'un contrôle visuel lors de l'admission sur site ; - d'un contrôle lors du déchargement ; - d'un contrôle de non-radioactivité du chargement. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions et un registre des refus.
Constats : Les différentes phases de vérification sont connues par les opérateurs en charge de les réaliser. A ce titre, le contrôle du chargement d'un camion à son arrivée sur le pont bascule s'effectue à l'aide d'une caméra présente sur le site et en fonctionnement au moment de la visite. Le déchargement du camion se fait au niveau de l'opérateur pelleteur qui a la consigne de vérifier le fond du chargement du camion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Fin d'exploitation casier
Prescription contrôlée : Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2.
Constats : La fin de remplissage de la phase 1 conduit à une fin d'exploitation partielle car la phase 3 vise à apporter des cendres au-dessus de la phase 1. Toutefois, l'exploitant indique que les digues Nord et Est qui ceignent le casier de cette phase seront celles qui seront définitives à la fin de l'activité. Il est donc demandé en lien avec les dispositions de l'arrêté de transmettre au préfet et à l'inspection des installations classées, au moment où la fin de la phase 1 sera effective, les dispositions prises pour réaliser la couverture intermédiaire du sommet de la phase 1, ainsi que les dispositions prévues pour assurer la surveillance dans le temps, de cette couverture partielle, notamment les dispositions prises pour limiter les infiltrations d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Fin d'exploitation casier
Prescription contrôlée : Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires. La couverture finale est composée, du bas vers le haut de : <ul style="list-style-type: none">- une couche d'étanchéité ;- une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre. L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, au minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité. Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site. Les dispositions de cet article peuvent être adaptées par le préfet sur demande de l'exploitant, sous réserve que les dispositions constructives prévues garantissent une efficacité équivalente à celle qui résulte de la mise en œuvre des prescriptions de cet article. En tout état de cause, la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement est supérieure à 0,8 mètre. Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.
Constats : S'agissant de la mise en forme définitive des digues Nord et Est, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, avant la réalisation des travaux, les éléments indiquant la nature et les épaisseurs des matériaux déposés pour assurer la couverture finale. Ces éléments pourront faire l'objet de la délivrance d'un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Piézomètre / Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 10.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, résultat des contrôles
Prescription contrôlée : Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">- F0 bis (aval - aquifère supérieure)- F1 ter (aquifère inférieure)

- F3 (aquifère supérieure)
- F4 (aval - aquifère inférieure)
- F4ter (aval - aquifère supérieure)
- F5 (amont - aquifères supérieure et inférieure)

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 3. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuils de qualité fixées par le SDAGE,...).

L'exploitant réalise en période de basses eaux et hautes eaux a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP , BTEX ;
- paramètres biologiques : DBO₅ ;

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimé en mNGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements avec une localisation des piézomètres.

En cas d'anomalie relevée sur la qualité ou le niveau des eaux souterraines, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai. Des actions sont menées et toutes dispositions sont prises pour limiter et résorber l'impact de la pollution constatée sur le milieu.

Constats :

L'exploitant indique que le piézomètre F3 est implanté sur un terrain privé et n'est plus accessible du fait de la fin d'accord du propriétaire pour le prélèvement depuis plusieurs années.

L'inspection prend acte de cette information et rappelle la nécessité de régulariser les dispositions de l'arrêté par le dépôt d'un dossier justifiant du nouveau plan de surveillance.

Au cours de la visite, l'exploitant indique que certains des ouvrages, d'une profondeur supérieure à 10 m, en application de l'article L.411-1 du code minier, ont fait l'objet d'un enregistrement reporté sur la base INFOTERRE, afin de disposer d'un numéro d'identification. Cette identification doit faire l'objet d'un marquage sur les ouvrages, en application de l'article 8 de l'AM du 11 septembre 2003 ce qui n'a pas été constaté lors de la visite.

Enfin, la vérification des rapports de surveillance, notamment en 2023 et pour l'une des 2 mesures semestrielles en 2022 montre que le prélèvement du piézomètre F0 n'a pas été réalisé. Il a été prélevé pour la campagne d'avril 2024 suite à un changement de prestataire. Il est rappelé la nécessité de respecter la périodicité des prélèvements pour l'ensemble des ouvrages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois